

Note de synthèse, conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne, 17 février 2016, 3^e session

Scénarios futurs d'investissements dans une Union européenne compétitive: perspectives et défis

Introduction générale

Au cours de cette session, nous discuterons de manière interactive de ce que les différents types d'investissement pourraient apporter en termes de renforcement de la croissance économique, de la convergence, de l'emploi et de la compétitivité. Nous examinerons ensuite quels obstacles à ces investissements peuvent apparaître et la manière de les surmonter.

Contexte

En novembre 2014, la Commission a lancé son plan de [Fonds européen pour les investissements stratégiques](#) (FEIS). Ce plan vise à remédier au déficit d'investissement survenu au cours de la crise financière. Le 14 janvier 2016, la Banque européenne d'investissement (BEI) a présenté les [premiers résultats](#) de [sa manière de gérer le FEIS](#). La BEI estime qu'à la fin de l'année 2015, le FEIS avait été à l'origine de près de 50 milliards d'euros d'investissement en Europe. En ce qui concerne l'amélioration de l'environnement d'investissement, l'importance des aspects suivants est soulignée: réglementation améliorée et plus prévisible; optimisation des avantages du marché unique (par l'achèvement de l'union des marchés de capitaux, de la stratégie du marché unique, du marché unique numérique et de l'union de l'énergie); réformes structurelles dans les États membres et, enfin, ouverture au commerce et aux investissements internationaux.

La raison d'être centrale du lancement du FEIS est d'aider les États membres à faire face d'une manière européenne coordonnée à des problèmes spécifiques dus à un manque significatif d'investissements. Comme l'avait relevé le bureau néerlandais d'analyses de politique économique dans son rapport sur [l'investissement dans l'OCDE, évolutions avant et après la crise](#), de mai 2015, les modèles d'investissement ont été très variés dans l'Union européenne. Si le volume d'investissement dans la zone euro a baissé de 15,6 % pendant la crise financière mondiale, ce chiffre était de 40 à 50 % pour les États membres du sud. Néanmoins, dans certains pays comme la Pologne, les investissements ont en réalité augmenté au cours de la même période. Les gouvernements peuvent déployer plusieurs stratégies pour faire face à un déficit d'investissements: améliorer les conditions de marché, fournir un soutien financier ou accroître l'investissement public. D'après le rapport, les gouvernements ne devraient intervenir que lorsque la défaillance du marché est persistante, que les marchés ne sont pas capables de régler ces problèmes eux-mêmes, et que les avantages sociaux d'une intervention sont supérieurs aux coûts sociaux, et il précise que les instruments utilisés devraient être efficaces. En outre, le rapport fait valoir que les investissements dans la recherche et le développement et dans les ressources humaines sont particulièrement indiqués puisqu'ils entraînent un accroissement de la productivité du travail, qui contribue à son tour de façon substantielle à une croissance économique durable.

En juin 2015, l'OCDE a publié son [cadre d'action pour l'investissement](#) mis à jour. Son objectif est de relever le "défi d'investissement à long terme" et de mobiliser les investissements privés favorisant une croissance économique constante et le développement durable. L'investissement dans une

croissance solide et inclusive est également l'un des principaux thèmes de [l'Annuel 2015 de l'OCDE](#). Il est avancé que les investissements devraient mettre l'accent sur l'éducation et la recherche de base, et promouvoir le capital fondé sur les connaissances.

La Commission a publié le 26 novembre 2015 son [examen annuel de la croissance](#). En parallèle, elle a publié un document de travail de ses services sur les [défis nationaux en matière d'investissement](#) qui présente pour chaque État membre un profil d'investissement que la Commission souhaite affiner et compléter à l'avenir en concertation avec les États membres. Les défis sont répartis dans les catégories suivantes: administration publique / environnement des affaires; marché du travail / éducation; secteur financier / taxation; recherche, développement et innovation; et réglementation sectorielle.

Au cours de la réunion ECOFIN du 15 janvier 2016 ont été adoptées entre autres des [conclusions](#) sur la relance de l'investissement. Le Conseil reconnaît qu'en dépit de conditions globalement favorables de par des taux d'intérêt bas, d'importantes liquidités dans les marchés financiers et des progrès dans le processus de réduction de l'endettement, les investissements demeurent faibles. Il souligne l'urgence de relancer l'investissement en améliorant le climat d'investissement global afin de soutenir la reprise économique et de renforcer la productivité ainsi que le potentiel de croissance. Quelle serait la meilleure manière d'y parvenir et comment cibler cette méthode au mieux en fonction des conditions spécifiques à chaque pays?

Contributions

[M^{me} Laura van Geest](#), directrice du bureau néerlandais d'analyses de politique économique fera une introduction sur le développement des investissements dans les pays de l'OCDE, et présentera un cadre conceptuel pour réfléchir à l'équilibre entre investissements publics et privés et entre investissements nationaux et supranationaux. Elle abordera également la question des tensions éventuelles entre règles budgétaires et investissements publics.

[M^{me} Mari Kiviniemi](#), vice-présidente de l'OCDE, interviendra en réaction à la présentation et abordera la question du rôle que la coordination internationale pourrait et devrait jouer dans des stratégies d'investissement optimales.

Après cette introduction, la parole sera donnée aux représentants des parlements nationaux et du Parlement européen qui souhaitent partager leurs idées et avis.

Points à débattre

- Quels types d'activités favorisant l'investissement et mises en place par les autorités sont viables et souhaitables?
- De quelle manière les initiatives nationales, européennes et internationales visant à stimuler l'investissement peuvent-elles se compléter les unes les autres au mieux?
- Quels moyens potentiels existent ou devraient exister pour faciliter la coordination des différentes initiatives?
- Les acteurs nationaux connaissent-ils suffisamment le rôle du FEIS en termes de soutien aux investissements?